

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

DECEMBRE 2013

Maya Kandel, IRSEM, chargée de recherche Etats-Unis

Sommaire

1. Sélection	1
Budget	1
Moyen-Orient.....	2
NSA	2
Afrique : soutien américain à l'intervention française en RCA	2
Chine.....	2
Brèves.....	3
2. Focus : Les Américains et le rôle des Etats-Unis dans le monde (PEW).....	3
Remarques d'ordre général.....	3
Aspects particuliers remarquables.....	4
Analyses dans la presse et les think tanks.....	5
3. Focus : Décision et politique étrangère sous Obama.....	5

1. Sélection

Budget

Pour la première fois depuis les élections au Congrès de novembre 2010 et le retour d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants, les élus américains sont arrivés à un [compromis](#) sur le budget, qui pourrait épargner au pays un nouvel épisode peu glorieux de fermeture du gouvernement fédéral ou *shutdown* (aucune garantie en revanche sur le plafond de la dette). Résumé de l'accord (ou [mini-accord selon le Washington Post](#)) budgétaire [ici](#).

Autre événement remarquable, la Chambre a approuvé ce compromis par un [vote réellement bipartisan](#), où l'on a noté également une inversion du rapport de force au sein du groupe républicain, les récalcitrants (autrement dit, les plus proches du mouvement Tea Party) ayant perdu une partie de leur aura (en raison des conséquences désastreuses du *shutdown* de l'automne dernier sur l'image du parti républicain).

La défense s'en sort plutôt bien car le compromis [revient sur un certain nombre de coupes](#) liées à la séquestration. Voir [ici](#) pour un schéma simplifié. Le magazine *Forbes* considère même qu'il s'agit d'une [bonne nouvelle pour l'industrie de défense](#) américaine.

Moyen-Orient

Après une campagne assidue de la part de la Maison Blanche auprès du Congrès et notamment de quelques sénateurs démocrates-clés, le Congrès ne devrait pas voter de [nouvelle loi de sanctions](#) contre l'Irak – du moins pas avant Noël...

Par ailleurs, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel a entrepris une tournée dans le Golfe pour rassurer les alliés des Etats-Unis sur le maintien de [l'engagement américain](#) dans la région, confirmé également par la Navy qui a évoqué le [renforcement de sa présence à Bahreïn](#). Le Pentagone avait déjà annoncé qu'il ne prévoyait [aucun changement à la posture](#) de forces américaines au Moyen-Orient.

Hagel a même dévoilé pour la première fois officiellement la [base américaine secrète au Qatar](#) QG des opérations aériennes pendant l'Irak et l'Afghanistan.

Il a cependant encouragé les membres du Conseil de Coopération du Golfe à créer entre eux [leur propre alliance militaire](#).

Au même moment ou presque, la future responsable du Moyen-Orient au département d'Etat indiquait que le règlement de la question israélo-palestinienne [n'était plus au sommet des priorités](#) américaines actuelles pour la région (l'article n'a pas demandé l'opinion de Kerry sur la question).

A noter, [cet article](#) de *Foreign Affairs* sur l'importance du canal de Suez pour Washington et le lien avec l'aide américaine à l'Egypte.

NSA

Conséquences toujours de l'affaire Snowden et des fuites mondiales sur les activités de la NSA:

Pour *Foreign Affairs*, la politique étrangère américaine devra réconcilier rhétorique et action beaucoup plus qu'auparavant (« [la fin de l'hypocrisie](#) »).

Huit géants industriels [font pression](#) sur Obama et sur le Congrès pour que les activités de la NSA soient davantage réglementées et surveillées par le pouvoir législatif notamment. Ces entreprises (dont Google, Microsoft...) craignent en effet que le scandale ne leur [coûte des milliards de dollars](#) de manque-à-gagner en raison de la crise de confiance mondiale dont pâtissent certains de leurs services.

Afrique : soutien américain à l'intervention française en RCA

Quelques articles sur le soutien américain à l'intervention française en RCA : sur le [rôle d'AFRICOM](#) ; les [forces américaines](#) concernées en soutien ; enfin, cet article du *New York Times* pour lequel la France est donc bien toujours le [gendarme de l'Afrique](#).

Chine

Enfin, une sélection également sur la réaction américaine suite à l'instauration unilatérale par Pékin d'une zone d'identification aérienne :

En effet, alors que le Pentagone envoyait très rapidement deux B-52 patrouiller dans la zone, la Maison Blanche a cherché ensuite à arrondir les angles en envoyant Joe Biden à Pékin (qui a de bonnes relations personnelles avec Xi).

On lira notamment [cette analyse](#) intéressante du *New York Times* qui considère que le président chinois Xi Jinping cherche à démontrer de manière subliminale aux alliés de Washington qu'au fond la relation bilatérale entre la Chine et les Etats-Unis prime sur les autres.

Le Congrès américain ne l'entend pas de cette manière bien évidemment et n'a pas hésité à le faire savoir [en montant au créneau](#) contre la Maison Blanche.

Brèves

Le magazine spécialisé *Defense News* publie son palmarès annuel des [100 personnes les plus influentes](#) dans le domaine de la défense aux Etats-Unis. On peut également affiner le classement en explorant la liste par domaines d'influence (par exemple, Asie Pacifique, stratégie, Congrès...).

La [guerre en 2030](#) selon l'US Army : compte-rendu des derniers *wargames* de l'armée américaine, très intéressant (dans plusieurs scénarios, « l'ennemi ressemble davantage à la Syrie ou au Pakistan qu'à la Chine ou la Corée du Nord »).

[Le monde selon Zbig](#) : à lire, cette conversation avec Zbigniew Brzezinski, une vie passionnante et les anecdotes qui vont avec.

2. Focus : Les Américains et le rôle des Etats-Unis dans le monde (PEW)

Le Pew Research Center a publié le 3 décembre sa [dernière étude](#) sur les perceptions de l'opinion américaine vis-à-vis du rôle des Etats-Unis dans le monde et de la puissance américaine (pour télécharger directement l'étude complète en PDF c'est [ici](#)). Je présente à la suite certains des résultats les plus remarquables de cette étude.

Remarques d'ordre général

Première remarque d'ordre général, un nombre croissant d'Américains considèrent que la puissance et le prestige américains dans le monde sont en déclin. Par ailleurs, le soutien des Américains à l'engagement international de leur pays, déjà historiquement bas, s'est encore affaibli. Une majorité considère que leur pays est trop impliqué dans la résolution des problèmes mondiaux et préférerait que Washington se préoccupe davantage des problèmes intérieurs.

Cependant (voir aussi plus bas la sélection de commentaires), cette réticence ne traduit pas un isolationnisme croissant, puisque ces doutes s'expriment vis-à-vis du « rôle géopolitique » des Etats-Unis. A l'inverse, sur le sujet de l'implication américaine dans les questions économiques mondiales, le soutien est au contraire croissant et une majorité des Américains considèrent que les bénéfices de liens plus rapprochés avec le reste du monde en terme de commerce et d'échanges sont supérieurs aux coûts pour les Etats-Unis.

Pour la première fois depuis que Pew réalise cette étude, une majorité d'Américains (53%) considère que leur pays joue un rôle moins important et moins puissant dans le monde que par le passé.

70% estiment que leur pays est moins respecté sur la scène internationale.

La politique étrangère, qui était une force du président Obama, est désormais également la cible des critiques. Près de 56% désapprouvent sa gestion. Seule sa politique contre-terroriste recueille une majorité d'opinions favorables.

Le scepticisme des Américains vis-à-vis de l'action internationale de leur pays est le plus élevé depuis un demi-siècle et plus de la moitié estime que les Etats-Unis en font trop. A l'inverse, 77% des Américains estiment que l'augmentation des relations commerciales des Etats-Unis avec d'autres pays du monde est positive. Cette majorité est valable indépendamment de l'affiliation partisane, du milieu social et du niveau d'éducation.

Aspects particuliers remarquables

Le public américain et les élites (membres du Council on Foreign Relations) sont déçus par la gestion récente de la politique étrangère par Obama. Le dossier qui recueille le plus d'opinions négatives est le dossier syrien.

L'Iran reste au sommet des menaces dans la perception du public américain, juste après le terrorisme (mais attention : l'enquête a été réalisée avant la signature de l'accord intérimaire de Genève).

Autre aspect remarquable : à la question « quel pays représente le plus grave danger pour les Etats-Unis », 16% proposent à égalité l'Iran et la Chine, mais 9% citent les Etats-Unis eux-mêmes !

Pour 83% des Américains, la priorité demeure la lutte contre le terrorisme, suivi de très près (81%) par la protection des emplois américains. La promotion de la démocratie dans le monde ne recueille que 18% d'opinions favorables.

Depuis plusieurs années, les Américains considèrent que la Chine a dépassé leur pays en termes de puissance économique (48% contre 31%). En revanche, 68% estiment que les Etats-Unis demeurent la première puissance militaire mondiale.

50% des Américains estiment que la politique d'assassinats ciblés par drones au Pakistan et ailleurs a un effet positif pour la sécurité du pays, contre 14% qui pensent qu'elle a l'effet inverse et 27% pour qui cette politique n'a aucun effet.

Enfin, 39% considèrent que les programmes de surveillance des communications améliorent la sécurité de l'Amérique, contre 14% qui estiment l'inverse et 38% qui pensent que ces programmes n'ont aucun effet.

Sur l'affaire Snowden, 55% estiment que les révélations ont porté préjudice aux Etats-Unis, contre 34% qui considèrent qu'elles ont au contraire servi l'intérêt général. A noter, la perception particulière des proches du Tea Party, qui sont 43% à penser que Snowden a servi l'intérêt général américain, contre 45% qui le voient comme un traître.

Enfin, on notera que la vision de la France continue à être largement positive (à 59%), chiffre similaire à l'enquête de 2009 mais à comparer à 29% d'opinions favorables de notre pays en 2003.

Sur l'Europe, les perceptions évoluent par rapport aux dernières enquêtes puisqu'on a à nouveau une majorité d'Américains qui considèrent les liens avec l'Europe comme plus importants que les relations avec les pays asiatiques (50% contre 39%).

En revanche, point intéressant, ce point de vue est davantage représentatif des plus de 65 ans aux Etats-Unis : chez les jeunes, l'Asie demeure plus importante que l'Europe (52% contre 37%).

Analyses dans la presse et les think tanks

[L'analyse de la Brookings](#) qui offre une synthèse des chiffres les plus remarquables.

Le [point de vue du Council on Foreign Relations](#), associé à l'enquête de Pew.

Sur CNN, une [analyse qui tempère l'isolationnisme](#) américain.

Sur Defense One, pourquoi l'évolution de l'opinion donne à Obama une certaine [marge de manœuvre sur le dossier iranien](#).

3. Focus : Décision et politique étrangère sous Obama

Plusieurs très bons articles sont sortis ces derniers mois qui éclairent les acteurs et le processus de décision en politique étrangère à Washington sous la présidence de Barack Obama.

En voici un tour d'horizon rapide :

La doctrine Kerry: une conviction et une méthode selon [cet article de Foreign Policy](#). La conviction qui définit John Kerry en tant que secrétaire d'Etat, c'est celle du pouvoir et de la supériorité de la diplomatie sur l'outil militaire. La méthode : une diplomatie « à l'ancienne », qui repose sur les relations personnelles, la qualité du temps passé en comité restreint avec les leaders de tous bords (aussi bien Abbas que Netanyahu en l'occurrence), et surtout le choix d'une diplomatie discrète, loin des médias, donc également en comité restreint de conseillers pour éviter les fuites à Washington.

Plus largement, Kerry c'est aussi une indifférence marquée vis-à-vis de la « classe bavardante » (*chattering class*), au ton d'abord peu élogieux voire franchement moqueur vis-à-vis de Kerry lorsqu'il a relancé le processus de paix au début 2013. Mais Kerry c'est aussi une certaine hardiesse (*bravado*), celle de s'attaquer frontalement aux plus gros dossiers, au risque d'attirer les moqueries et d'échouer, mais au bénéfice de changer l'Histoire.

Autre article sur Kerry, celui-là axé sur l'Egypte, selon lequel [« Kerry défie la Maison Blanche sur l'Egypte »](#) et en particulier Susan Rice, qui lui avait demandé lors de son voyage mi-novembre 2013 de prendre position publiquement et fermement sur le procès de Morsi : Kerry a tout simplement ignoré ces instructions. L'article rappelle que pendant toute la revue stratégique de l'été, le NSC s'est heurté à la fois au département d'Etat et à celui de la Défense, les deux voulant maintenir l'aide et le soutien américains aux militaires égyptiens. Au-delà de ces différends, l'impression de flottement sur l'Egypte vient de l'absence de vision et d'indications claires de la part du président Obama lui-même : pour les critiques, c'est la conséquence d'une politique essentiellement réactive et *ad hoc*. Pour d'autres et en écoutant les prises de parole d'Obama lui-même, cela pourrait tout aussi bien être la traduction d'une mise à distance volontaire de la part de Washington.

A lire également, ce [portrait élogieux de Kerry](#) et de sa première année au département d'Etat par le journaliste David Rohde, deux fois lauréat du Pulitzer. Il rappelle également la foi de Kerry pour la diplomatie, et remarque aussi que le secrétaire d'Etat fait souvent référence à la Bosnie et au Kosovo pour l'utilisation de l'outil militaire.

Enfin, cet [article de Politico](#) évoque l'implication de Kerry dès le début des négociations secrètes entre l'administration Obama et l'Iran (alors qu'il était encore au Sénat), processus commencé en novembre 2011 où Kerry a joué un rôle via le « canal d'Oman », sultanat habitué à jouer les intermédiaires dans la région et dont Kerry a reçu à plusieurs reprises les diplomates dans le bureau secret dont il dispose au Sénat.

Le journaliste, citant des proches d'Obama, évoque le fait que Kerry a aussi été choisi parce qu'il connaissait tous les leaders notamment du Moyen-Orient personnellement, ayant passé 28 ans à la commission des affaires étrangères du Sénat américain, dont quatre comme président de cette commission. Et je n'ai pas besoin de rappeler ici que le Sénat et cette commission en particulier jouent un rôle crucial et sans commune mesure avec leur équivalent français dans la politique étrangère des Etats-Unis.

Au Pentagone en revanche, Chuck Hagel est beaucoup plus discret, à tel point que cet article sur le secrétaire à la Défense titre de manière révélatrice sur Hagel, « [l'homme invisible du Pentagone](#) ». La priorité de l'ère Obama, rappellent toutes les personnes citées dans l'article, est clairement de mettre l'accent sur la diplomatie, et de ne plus s'appuyer systématiquement sur la force pour la résolution des crises actuelles (sauf pour les drones...). Même le secrétaire à la Défense Chuck Hagel considère qu'on ne peut parler d'une « ère Hagel » car la stratégie américaine est décidée à la Maison Blanche.

Sur le même thème, citons cet article de Rosa Brooks, chercheuse qui a travaillé au Pentagone du début 2009 à mi-2011 et s'intéresse ici aux relations entre la Maison Blanche et les militaires sous Obama. Un article au titre révélateur là encore : « [Obama contre les généraux](#) ». La relation entre Obama et ses militaires se serait en effet dégradée très rapidement dès 2009 à cause des ratés de la revue stratégique sur l'Afghanistan : Obama, déjà sceptique sur cette guerre mais jeune président sans expérience nationale ni militaire, dans un pays en guerre où la Défense a vu son budget plus que doubler en une décennie, n'a pu d'emblée écarter les avis de ses généraux – surtout quand ils avaient été « fuités » dans la presse nationale (rapport McChrystal en septembre 2009). La méfiance est restée et la suite des événements en Afghanistan aurait validé dans l'esprit d'Obama et de son équipe l'idée qu'il aurait mieux valu *ne pas* écouter les militaires.

Mais Rosa Brooks rappelle aussi très justement l'ambivalence du président Obama sur l'utilisation de la force, avec d'un côté les grandes discours sur la « fin d'une décennie de guerres », une réticence affichée vis-à-vis de l'outil militaire – et de l'autre une intensification de la campagne d'assassinats ciblés par drones sans commune mesure avec son prédécesseur, dans une guerre « secrète » qui aurait fait sous sa présidence plus de 4000 morts au Pakistan, au Yémen et en Somalie notamment ([source: Bureau of Investigative Journalism](#)).

Enfin, on terminera en citant cet excellent [article de Politico Magazine](#) : ministre, « le pire job de Washington sous Obama ». Le président est en effet connu pour travailler beaucoup plus avec un cercle étroit de conseillers, souvent des proches de sa vie antérieure ou de sa première campagne électorale, qu'avec ses ministres.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).

Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).